

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA GRENADÉ—L'INVASION PAR L'ARMÉE AMÉRICAINE

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. C'est au sujet du drame qui se poursuit sur l'île de la Grenade. Nos amis, voisins et alliés des Antilles ou les États-Unis ont-ils demandé conseil au gouvernement canadien avant d'envahir la Grenade?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, à 19 heures hier soir, notre ambassade à Washington a été informée par un membre du département d'État—le ministre pourra peut-être vous préciser les noms—des diverses solutions envisagées par les Américains en vue d'assurer la protection de leurs ressortissants à la Grenade.

M. Mulroney: Madame le Président, c'est une curieuse réponse. Un membre du département d'État a communiqué avec un des membres de notre ambassade, et c'est une autre personne qui peut nous donner les noms. Cela nous en dit long sur le rôle du gouvernement.

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT CANADIEN A ÉTÉ CONSULTÉ

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Depuis des jours, nous essayons de poser des questions afin de faire comprendre au gouvernement l'importance capitale des événements qui se déroulent là-bas. Je répète ma question au premier ministre. Les États-Unis ou un de nos alliés des Antilles, dont il a souvent mentionné l'amitié, ont-ils demandé conseil au gouvernement canadien?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, la réponse est non en ce qui concerne nos alliés des Antilles. Pour ce qui est des États-Unis, M. Motley, du département d'État, a communiqué avec M. Roy, de notre ambassade à Washington. Comme M. Gotlieb était absent, on s'est adressé à M. Roy. Maintenant que j'ai satisfait la curiosité du chef de l'opposition en ce qui concerne les noms, peut-être pourra-t-il nous dire ce qui le préoccupe vraiment.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Madame le Président, le premier ministre ne comprendra peut-être pas mes préoccupations, mais je suis sûr que les Canadiens les comprendront. Je peux le lui garantir.

Des voix: Bravo!

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Quelle est la position du premier ministre et du gouvernement à l'égard des événements de la Grenade, dans la mesure où ils sont au courant? Le gouvernement approuve-t-il ou non l'initiative qui

Questions orales

vient d'être prise? Dans l'affirmative, l'a-t-il fait savoir à nos alliés de l'OTAN ou à nos partenaires des Antilles?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, il est clair que le chef de l'opposition se préoccupe avant tout de poser des questions. Je suis sûr que les Canadiens le comprendront également. Il nous demande quelles opinions nous avons exprimées. Le ministre l'a déjà dit ce matin. Je peux sans doute vous répéter ce qu'il a déclaré à la presse. Il a dit que les États-Unis avaient certainement le droit de vouloir protéger leurs ressortissants qui se trouvent à la Grenade. Quant à savoir s'ils ont utilisé le seul moyen possible de les protéger, nous l'ignorons, car nous ne connaissons pas tous les faits.

● (1420)

Je crois que le secrétaire Shultz expliquera cet après-midi les raisons de cette invasion, et j'attends que le gouvernement américain nous explique pourquoi il a jugé nécessaire d'envahir l'île pour protéger ses ressortissants.

En ce qui nous concerne, le gouvernement de la Grenade nous a autorisés à évacuer les ressortissants canadiens. J'ignore si cette permission a été refusée pour une raison ou une autre aux Américains. J'espère que nous serons bientôt fixés à cet égard.

LA POSITION DES PAYS ANTILLAIS VOISINS

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Madame le Président, je suis surpris de voir que le premier ministre désire attendre l'allocution que doit faire le secrétaire Shultz, cet après-midi. Il lui aurait suffi d'écouter le président Reagan déclarer ce matin, sans équivoque, à la télévision et en présence du premier ministre de la Dominique que cette mesure a été prise pour assurer la sécurité des résidents et pour conserver à la population de la Grenade une voie démocratique.

Étant donné cette déclaration très claire du président et de nos alliés dans les Antilles, le premier ministre et le gouvernement approuvent-ils ou non le geste posé? Le premier ministre a signalé à la Chambre l'autre jour qu'il s'inspirerait des initiatives prises par les pays voisins pour établir sa position dans cette affaire. Ces pays ont fait connaître très clairement leur point de vue à ce sujet et je voudrais savoir si le premier ministre le partage en général.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, à propos des pays voisins, je rappellerai au chef de l'opposition que je ne faisais que corriger la déclaration qu'il voulait attribuer au ministre d'État chargé des Relations extérieures qui a déclaré, pour sa part, que nous consulterions les pays voisins avant de décider de reconnaître un nouveau gouvernement. C'est une question bien différente d'une invasion.